

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GONIN TP CARRIERES

ZA du Coquillat
38110 Saint-Clair-De-La-Tour

Références : 2025 – Is0232SS
Code AIOT : 0006100998

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement GONIN TP CARRIERES implanté carrière de St Baudille de la tour RD52A 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONIN TP CARRIERES
- carrière de St Baudille de la tour RD52A 38118 Saint-Baudille-de-la-Tour
- Code AIOT : 0006100998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GONIN est spécialisée dans les travaux publics et l'exploitation de carrières, elle exploite plusieurs carrières dans le Nord-Isère.

Au cours de l'année 2019 elle a repris une carrière située au lieu-dit « Monsieur » sur la commune de Saint-Baudille-de-la-Tour à la suite de la liquidation judiciaire du précédent exploitant. Cette carrière a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2001-5020 du 25 juin 2001 pour une durée de 15 ans.

Compte-tenu de l'absence de réalisation de travaux de remise en état par le précédent exploitant et des risques engendrés par le site, la société GONIN a établi un dossier de proposition de remise en état et de mise en sécurité du site. Cette proposition a fait l'objet de l'arrêté de modification des conditions d'exploitation n°DDPP-IC-2019-08-42 du 21 août 2019.

L'arrêté préfectoral DDPP-DREAL-UD38-2024-06-05 du 12 juin 2024 a autorisé le renouvellement de l'exploitation de la carrière, et son extension. La remise en état de la carrière a été effectuée, les travaux préparatoires à l'exploitation du gisement sont en cours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, article 1	Sans objet
2	Accès, voirie publique, circulation interne	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.3	Sans objet
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.5	Sans objet
4	Communication avec les riverains, élus et associations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.6	Sans objet
5	Protection visuelle et acoustique	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.7	Sans objet
6	Mesure des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 2.1.2	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.1	Sans objet
8	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2	Sans objet
9	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.21	Sans objet
10	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.3.2, 5.2.4 , 6.5	Sans objet
11	Information	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 7.1.1.1	Sans objet
12	Travaux préliminaires	Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 7.1.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état de l'ancienne carrière est terminée, les travaux préparatoires à l'exploitation dans le cadre de l'autorisation de 2024 sont en cours, notamment la piste pour accéder au secteur nord-est de l'extension projetée.

Des aménagements doivent encore être effectués en 2026 (mise en place d'une aire étanche et d'un séparateur d'hydrocarbures, point de collecte des eaux de ruissellement au point bas de la carrière, réhausse du merlon sud). Les premiers rapports de suivi des retombées de poussières et des nuisances sonores seront transmis à l'inspection des installations classées. Une information de

la commune de Saint-Baudille-de-la-Tour et de la préfète doit être effectuée en 2026 avant démarrage de l'exploitation une fois les aménagements préalables terminés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, article 1
Thème(s) : Autre, Suites inspection 2020
Prescription contrôlée : La remise en état sera conduite selon les plans et documents joints à la demande de modification des conditions d'exploitation reçue le 25 juin 2019 et annexés au présent arrêté préfectoral Avant la mise en œuvre des travaux de remise en état, un avis formulé par la société F2E (ou une autre société équivalente en matière d'étude géotechnique) ayant réalisé la tierce expertise géotechnique du 1 ^{er} décembre 2016 sur les travaux envisagés sera adressé à l'inspection des installations classées».
Constats : Compte-tenu de l'absence de réalisation de travaux de remise en état par le précédent exploitant et des risques engendrés par le site, la société GONIN a établi un dossier de proposition de remise en état et de mise en sécurité du site nécessitant une évacuation de stocks de matériaux présents sur le carreau et certains fronts. Cette proposition a fait l'objet de l'arrêté de modification des conditions d'exploitation n°DDPP-IC-2019-08-42 du 21 août 2019, la remise en état devait être achevée avant le 21 août 2022. Une étude géologique a été remise lors de l'inspection 2020 par l'exploitant. Cette étude de stabilité géotechnique du site (document n°20-029-38) a été réalisée par le cabinet CPGF horizon, elle préconise un profil particulier pour les gradins dans le cadre d'une reprise de l'exploitation. La remise en état du site a été effectuée entre 2019 et 2022, elle est achevée, elle a consisté à enlever les stocks de matériaux déposés en plusieurs endroits du carreau, évacuer les déchets de l'ancienne exploitation. Une partie de ces matériaux a été concassée et évacuée par la société GONIN. Une autre partie (stériles) a été utilisée pour réaliser un merlon de protection le long de la limite ouest du site, proche de la route départementale, et réaliser un confortement au pied de certains fronts de la carrière. A ce jour, il n'y a pas d'exploitation sur site, les banquettes supérieures étant inaccessibles dans la configuration actuelle du site. Une piste est en cours de réalisation pour accéder aux banquettes supérieures du secteur nord-est qui sera exploité en premier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès, voirie publique, circulation interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès, voirie publique, circulation interne
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité

publique. Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.... Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage efficace des roues des véhicules est mise en place avant leur sortie sur la voie publique.
Constats : L'accès à la carrière 512A depuis la route départementale est signalé, il n'y a pas de dépôts sur la chaussée du fait des travaux préparatoires en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : Le site est fermé par deux merlons séparant la carrière de la route départementale, l'accès est équipé d'une barrière fermant à clé. Un complément de clôture doit encore être réalisé dans la zone boisée au sommet des fronts de la carrière (le layon sera défini avec l'ONF, qui a en charge avec le Conservatoire Botanique National le suivi faune/flore du site).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Communication avec les riverains, élus et associations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.6
Thème(s) : Autre, Communication avec les riverains, élus et associations
Prescription contrôlée : Une commission locale d'information composée de représentants de la commune de Saint-Baudille-de-la-Tour, de l'association locale de protection de l'environnement Lo Parvi, de représentants des riverains, du Préfet (DREAL, ARS, DDT), et de l'exploitant est constituée. Elle est placée sous la présidence du maire de Saint-Baudille-de-la-Tour. Elle se réunit en tant que de besoin à la demande de l'un de ses membres ou du président et au moins une fois tous les 3 ans.
Constats : A ce jour il n'y a pas eu de réunion de la commission locale d'information. Observation : il est rappelé à l'exploitant qu'une première réunion de la commission locale d'information doit être

programmée avant juin 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection visuelle et acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 1.10.7

Thème(s) : Risques chroniques, Protection visuelle et acoustique

Prescription contrôlée :

Les mesures de protection visuelle et phoniques définies à l'article 7 sont mises en œuvre avant le début de l'exploitation.

Constats :

Les travaux préparatoires à l'exploitation sont en cours, il n'y a pas d'exploitation à ce jour. Deux merlons sont en place, l'exploitant précise que le merlon côté sud va être modifié par surélévation pour améliorer l'effet d'écran acoustique et paysager.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesure des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières, sauf la périodicité. La périodicité des mesures est annuelle. Elles sont réalisées en période estivale et de fonctionnement de la carrière...La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées en continu (résolution horaire au minimum) par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Chaque année, l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Lors de la première année de fonctionnement, l'exploitant effectue des mesures de poussières PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline au plus près des zones habitées afin de quantifier l'exposition des populations. Les résultats obtenus sont comparés aux valeurs guides de l'OMS et valeurs réglementaires françaises connues pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHHA pour la silice cristalline. Sur demande de l'inspection des installations classées, ces mesures pourront être reconduites

Constats :

L'exploitant n'a pas encore effectué de mesures des émissions de poussières liées à son activité.

Observation : Considérant que les travaux préparatoires sont en cours (remblaiement du point bas de la carrière à la cote 278 m, 3 m au-dessus de la cote de fond de fouille), aménagement de pistes pour accéder aux banquettes supérieures, et que l'exploitation devrait débuter en 2026, l'exploitant établira un plan de surveillance des poussières, et effectuera les mesures spécifiques à la première année d'exploitation de la carrière selon les préconisations de l'arrêté (poussières PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline au plus près des zones habitées), le rapport correspondant sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et le parage des engins sur roues est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le gros entretien et le lavage ne sont pas réalisés sur le site. Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantiers sur chenilles en activité sur les fronts sont réalisés sur un bac de rétention mobile. Il n'y a pas de stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (hydrocarbures en particulier) sur le site. Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire (kits anti-pollution) doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption (300 litres) est présent dans la carrière.

Constats :

Des kits anti-pollution sont présents dans les engins de chantier présents sur site. L'exploitant doit encore mettre en place une aire étanche avec un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Il précise que les eaux résiduelles rejoindront le point bas de la carrière dans un bassin de décantation à créer, avant rejet dans le fossé de la RD, soit par pompage soit par forage dirigé sous le merlon le long de la RD, et que ces travaux interviendront en 2026 avant démarrage de l'exploitation de la carrière. Un point de mesure sera aménagé avant rejet au fossé de la RD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement, parking des engins.) sont dirigées vers un exutoire équipé d'une installation de récupération des hydrocarbures, avant rejet dans le milieu extérieur. Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par

<p>un éliminateur agréé. Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes : le pH est compris entre 5,5 et 8,5; + la température est inférieure à 30°C; + la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; + les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105); + les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites</p>
<p>Constats :</p> <p>Les premières mesures de qualité des rejets des eaux au niveau du séparateur d'hydrocarbures et avant le point de rejet au milieu naturel seront effectuées en 2026, le rapport correspondant sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance des émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée lors des campagnes de broyage concassage criblage (une mesure toutes les 4 campagnes). Si les niveaux d'émergence sont respectés, les campagnes de mesures pourront être annuelles. A la demande de l'inspection des installations classées, elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations. La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables de fonctionnement de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure des émissions sonores n'a encore été effectuée. Une campagne de mesure doit être effectuée lors de la première campagne de concassage (ou en cas d'exploitation à la haveuse) sur le site de la carrière. Le rapport correspondant sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Tirs de mine

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 5.3.2, 5.2.4 , 6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle L. Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de l'onde de surpression aérienne est inférieur ou égal, dans les ZER, à 120 dB(L)...Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre, doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure (10h-12h ou 14h-16h si impossibilité de réaliser le tir le matin). Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Au moins deux points de mesure sont mis en place, dont un se situe sur une habitation proche du site. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures (Vibration et surpression aérienne) en chaque point. Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent : ° la date et l'heure de tir, . les vitesses particulières, . le lieu de l'enregistrement, . l'onde de surpression aérienne. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima la commune et les riverains les plus proches, selon des modalités prédéfinies, du jour et de l'heure de chaque tir de mines. Prévention des risques de projection lors des tirs Avant chaque tir, l'exploitant et l'entreprise chargée du minage s'assurent de l'absence de passants, d'usagers sur les voies d'accès à la carrière, les chemins forestiers et les chemins de desserte. Lors des tirs mines, l'accès au site et aux zones dangereuses sont bloqués par le personnel de la carrière. Avant chaque tir de mines, un signal sonore prévient de l'imminence du tir (trois coups de sirène). Une fois le tir réalisé et après vérification de l'absence d'anomalie, un signal sonore (un coup de sirène) est émis pour lever les dispositions liées à la sécurité et à l'interdiction d'accès</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun tir n'a encore été effectué, l'exploitation du gisement n'ayant pas encore commencé.</p> <p>Observation : en cas d'exploitation à la haveuse de certaines strates du gisement de calcaire marbrier, une déclaration devra être faite au titre de la rubrique 2524 si la puissance de machine utilisée dépasse 400kW.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 7:1.1
Thème(s) : Autre, Information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents : *__ son identité (raison sociale et adresse), * la référence de l'autorisation, + __ l'objet des travaux, *__ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, * les jours et heures d'ouverture, * la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée</p>

<p>Constats :</p> <p>L'accès unique à la carrière est équipé d'un panneau d'information précisant la raison sociale, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière, les horaires de fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Travaux préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2024, article 71.1.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Travaux préliminaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 1.10.3, 1.10.5, 71.1.1 à 71.1.4 et 71.3.3 (accès et voirie publique, réalisation aire étanche de ravitaillement des engins, information du public, bornage, dérivation des eaux de ruissellement si nécessaire, études et indemnité défrichement). La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements, aménagements et études. L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Saint-Baudlille-de-la-Tour la mise en service de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire après mise en œuvre de l'ensemble des travaux préparatoires à l'exploitation rappelés aux points précédents et avant exploitation du gisement, l'exploitant informera l'inspection des installations classées ainsi que la commune de Saint-Baudlille-de-la-Tour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>